
VIE POLITIQUE

 Éditorial**Le gaullisme en proie à l'érosion**

Georges Servet

L'événement de la semaine est paraît-il la formation du nouveau gouvernement. Mais ce n'est pas un événement. Les postes essentiels ne changent pas de titulaire sauf l'Intérieur et l'Education nationale, et l'on ne peut tirer de ce changement précis aucune signification politique ; l'équilibre entre les différentes composantes du gaullisme n'est guère modifié non plus : les giscardiens restent en nombre égal, les gaullistes de gauche ne paient en rien leur déroute électorale, et paraissent même progresser si l'on compte parmi eux MM. Billotte et Guéna, les ralliés du M.R.P. perdent M. de Chambrun et gagnent Maurice Schumann, enfin l'U.N.R. de stricte obédience conserve la même importance relative et les mêmes postes clés.

Le suffrage universel n'a suffi ni à mettre fin à la carrière ministérielle des grands battus, MM. Couve de Murville et Messmer, ni à modifier la composition politique du gouvernement. Rien ne s'est passé...

Et pourtant, la situation n'est plus la même. Le régime sort affaibli de ces élections, même s'il n'accuse pas le coup dans la composition de son gouvernement.

Les premiers à s'en rendre compte sont d'ailleurs les Français eux-mêmes, travailleurs salariés ou paysans. Le développement des luttes sociales auquel nous assistons actuellement est le signe de ce que des vigneron du midi aux mensuels de Sud-Aviation à Saint-Nazaire, des mineurs de fer aux travailleurs de Rhodiaceta, des ouvriers de Berliet aux petits commerçants luttant contre la T.V.A., tous comprennent que le gaullisme a besoin de se renforcer et qu'il est donc temps de lui arracher des concessions.

Mais le résultat est une floraison de conflits disparates, que ne relie les uns aux autres aucune orientation politique et surtout aucune organisation commune. Certaines de ces revendications ont des aspects poujadisants.

Il est triste par exemple, de voir le parti communiste et dans une certaine mesure la F.G.D.S. soutenir les petites et moyennes entreprises pour demander le report à 1970 de la généralisation de la T.V.A., qui est pourtant la seule mesure relativement progressiste de la dernière législature dans l'ordre économique et social. A trop chercher les voix « centristes », on rencontre la compromission avec la droite.

Les luttes amorcées par les salariés ne souffrent pas des mêmes compromissions mais ne sont guère plus claires pour autant. Il s'agit beaucoup plus souvent de revendications touchant les conditions de travail que les salaires donc, de revendications plus en avance que les plates-forme confédérales. C'est ce qui explique la stratégie de la C.G.T. : elle les fait dévier vers des revendications purement salariales pour garder le contrôle des mouvements, et peut ainsi, comme à Rhodiaceta, conclure sur un accord avec une apparence de succès, mais les travailleurs sentent bien que rien n'est résolu pour eux. Il faut donc s'attendre à ce que le conflit reprenne tôt ou tard. La multiplication de mouvements aussi divers, qui tiennent à la pression de la base plus qu'aux consignes syndicales, n'a qu'une explication : le sentiment que l'adversaire est affaibli. Mais la solution d'ensemble est politique, et pour l'emporter il faut faire de cet ensemble de revendications un tout cohérent sur quoi puisse s'appuyer une politique socialiste. Cela suppose que les mouvements ne s'affaissent pas dans des échecs discrets mais qu'au contraire les revendications soient triées, et celles qui correspondent aux objectifs prioritaires soient conduites jusqu'au succès.

Or le patronat ne lâche rien ou presque rien. Il refuse la discussion, ergote, repousse en bloc les revendications intéressant les conditions de travail, et accorde des aumônes sur les salaires. Il y a à cela deux raisons principales : la première est qu'il a peur, la seconde est que sur les problèmes essentiels la solution dépend de l'Etat.

La patronat est inquiet. De manière plus générale, les perspectives ouvertes par les résultats des élections et par les mouvements sociaux commencent à provoquer la grande peur des possédants. La droite n'est antigaulliste qu'aussi longtemps que ce n'est pas dangereux. Mais si la victoire de la gauche apparaît probable, les choses changent : le vote de

la moitié des centristes pour Chaban l'a bien montré. C'est dès maintenant clair : les prochaines élections ne se feront plus seulement contre « le pouvoir personnel » — dont on ne parle plus maintenant qu'il s'avère avoir tant besoin du Parlement — mais contre la politique sociale de la droite. La frontière politique n'est pas la même, et c'en sera fini des voix centristes pour la gauche.

Mais le gaullisme n'a pas pour autant partie gagnée. Il lui faut résoudre la crise des chantiers navals, celle des mines de fer et de la sidérurgie, relancer le logement, éviter une augmentation trop massive du chômage. Il a besoin pour tout cela d'assurer « la paix sociale » comme on dit à droite, notamment dans le secteur public. C'est à lui, bien plus qu'au patronat, de choisir les solutions qu'appellent les difficultés sociales les plus criantes.

Cela nous ramène au gouvernement, à sa liberté de manœuvre et à sa composition.

M. Pompidou avait cru habile de préparer les élections en éludant le problème de la Sécurité Sociale, en limitant les hausses nécessaires de tarifs publics, en acceptant des prix agricoles élevés. Il jugeait plus facile de régler ces problèmes après les élections qu'avant, et ce l'est moins.

Le résultat le plus immédiat est que les charges du budget de 1967 au titre de ces problèmes non résolus sont énormes. L'impasse augmente vite, et ce que vont absorber les entreprises nationales et la Sécurité Sociale sera autant d'enlevé au logement, aux conversions et aux travailleurs de la fonction publique.

Or, Giscard veille sur l'équilibre budgétaire. Si le gouvernement tente de chercher son salut

dans une politique inflationniste il prépare la succession pour Giscard.

Mieux, l'impression se dégage à l'examen de la composition du gouvernement, que la méfiance se répand entre les différentes forces gaullistes, et qu'elles cherchent à se surveiller les unes les autres. Il faut faire place aux gaullistes de gauche, mettons Michelet à la Fonction Publique : comment pourrait-il y être dangereux ? L'arme essentielle du gaullisme pour résoudre certains problèmes difficiles est l'aménagement du territoire : il passe sous le contrôle de Marcellin, ministre giscardien. M. Pisani, gaulliste de gauche efficace et réélu, mais frustré de sa loi foncière, voulait une satisfaction : la maîtrise de la politique du logement. On la lui donne..., mais on lui enlève les transports. Qu'il fasse de l'équipement sans cela. Le dispositif est bien verrouillé. Une seule faille : Guichard pourrait mener une politique industrielle brutale et dynamique s'il s'appuie sur un budget audacieux. Mais Giscard lui-même veille au bon endroit, la Présidence de la Commission des Finances.

Le P.S.U. avait toujours affirmé que l'affrontement avec le gaullisme se ferait sur le plan social. Nous y sommes. C'est un domaine qu'il néglige. Il est maintenant lié par ses électeurs : le gaullisme correspond socialement à la droite classique aujourd'hui. Pour la vaincre, il faut proposer aux travailleurs une politique audacieuse mais cohérente et réaliste. Ce sera le travail de l'opposition de gauche pendant cette législature.